



**2^{ème} réunion, 17-18 mars 2021
Réunion en ligne via KUDO**

RAPPORT DE RÉUNION

Ouverture de la réunion

1. M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction Société de l'information - Action contre la criminalité, Direction générale Droits de l'homme et Etat de droit, a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue aux membres et aux participants, en soulignant l'importance du travail de la MSI-DIG, également à la lumière des priorités de l'Organisation. Reconnaisant que l'absence de réunions et d'échanges sur place (en raison des restrictions sur les voyages et les rassemblements publics) rend les tâches qui incombent à la MSI-DIG encore plus exigeantes, il a expressément remercié les rapporteurs - Mme Alexandra Borchardt, M. Cristian Vaccari et M. Joe McNamee - d'avoir transposé les idées recueillies et générées par la commission dans des projets solides et bien avancés. Il a également exprimé son appréciation des efforts déployés pour coordonner les travaux de normalisation avec les deux autres comités d'experts subordonnés au [CDMSI](#)¹ ([MSI-REF](#)² et [ADI/MSI-DIS](#)³) et a remercié Mme Natali Helberger, la présidente, et les autres membres du MSI-DIG impliqués. M. Kleijssen a également informé le Comité d'experts des travaux en cours de l'Organisation sur un cadre stratégique pour 2022-2025, de la mise en place d'un groupe de travail pour développer la stratégie numérique du Conseil de l'Europe, de l'adoption par le [CAHAI](#)⁴ de l'étude de faisabilité sur un cadre juridique pour la conception, le développement et l'application de l'IA, et de la prochaine [conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information](#), qui aura lieu les 10 et 11 juin 2021, en ligne.
2. L'ordre du jour de la réunion (annexe 1) a été adopté sans modification. Sur les 53 participants (annexe 2), il y avait 33 femmes (62%) et 20 hommes (38%). La réunion s'est déroulée en présence de 12 membres ; M. Michael Kogler (Autriche) s'est excusé.
3. Mme Elena Dodonova, Secrétaire de la MSI-DIG, a fourni des informations supplémentaires sur le programme de la [Conférence ministérielle](#) et le potentiel

¹ Comité directeur sur les médias et la société de l'information

² Comité d'experts sur l'environnement et la réforme des médias

³ Comité d'experts sur la lutte contre les discours de haine, également subordonné au Comité directeur pour l'antidiscrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)

⁴ Commission ad hoc sur l'intelligence artificielle

qu'il offre pour la visibilité du travail de la MSI-DIG ; la réunion de coordination avec le Président et les rapporteurs de la [MSI-REF](#) du 4 mars 2021 et les étapes ultérieures pour assurer l'alignement des textes en cours d'élaboration par les deux Comités d'experts ; l'accord avec l'[ADI-MSI-DIS](#)⁵ sur l'échange de commentaires entre les deux Comités d'experts sur leurs résultats respectifs ; (iv) d'autres développements dans l'Organisation qui sont pertinents pour la MSI-DIG (c'est-à-dire, le rapport sur "[Hiérarchisation des contenus : Des contenus d'intérêt public plus accessibles en ligne](#)" et l'étude à venir sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance).

4. Mme Urska Umek, Secrétaire du [MSI-REF](#), a fourni un compte-rendu détaillé sur le sujet, les approches adoptées et l'état de préparation des trois produits livrables sous le mandat de ce Comité d'experts : (i) projet de recommandation sur les principes de gouvernance des médias et de la communication ; (ii) projet de recommandation sur la communication électorale et la couverture médiatique des campagnes électorales ; (iii) projet de note d'orientation sur la hiérarchisation des contenus d'intérêt public.
5. La discussion qui a suivi s'est concentrée sur la structure et le contenu des produits livrables dans le cadre du mandat de la MSI-DIG. La MSI-DIG a accueilli favorablement les projets révisés, tels que préparés par les rapporteurs, en saluant le développement des textes, la réflexion des rapporteurs sur les questions discutées lors de la première réunion et l'effort pour intégrer le plus grand nombre possible de commentaires.

Conclusions et décisions

Projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques en vue de la mise en place de cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de la modération des contenus.

6. En ce qui concerne le *projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques en vue de la mise en place de cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de la modération de contenu*, la MSI-DIG a une nouvelle fois pris note de la nouvelle structure du document, qui comprend la note d'orientation proprement dite et le mémorandum explicatif.
7. Mme Louisa Klingvall (Commission européenne) a apporté quelques clarifications au texte de l'exposé des motifs en ce qui concerne la description des objectifs, du suivi et des résultats du code de conduite de l'UE sur la lutte contre les discours de haine illégaux en ligne, ce dont le MSI-DIG a dûment pris note.
8. Le MSI-DIG a observé que l'exposé des motifs n'a suscité aucun commentaire sur le fond lors du dernier cycle de révision et a convenu de se concentrer sur le texte de la note d'orientation. Rappelant la feuille de route adoptée lors de la première réunion, le comité d'experts a convenu d'examiner le projet de note d'orientation point par point en vue de sa finalisation éventuelle.
9. Au cours de la réunion, le MSI-DIG a révisé le texte de la note d'orientation en apportant les principaux changements suivants : aligner la terminologie dans l'ensemble du texte, assurer une structure claire et une concision maximale ; préciser, le cas échéant, à quelles parties prenantes les orientations concrètes sont adressées ; s'assurer que l'approche adoptée dans le texte est conforme à celle de

⁵ ADI/MSI-DIS travaille sur un projet de recommandation sur une approche globale pour traiter les discours de haine dans le cadre des droits de l'homme, y compris dans l'environnement en ligne.

[l'ADI/MSI-DIS](#) et tient dûment compte des travaux en cours de l'UE sur le Digital Services Act (DSA).

10. À la suite de cette révision, le CDMSI a approuvé par consensus le *projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques en vue de la mise en place de cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de la modération de contenu*, tel que finalisé le 18 mars 2021. Le Comité d'experts a confié au Secrétariat la révision éditoriale finale du texte (comme la mise en forme et toute autre modification mineure), en coopération avec le rapporteur Joe McNamee, avant de le soumettre au [CDMSI](#) pour discussion lors de la prochaine réunion plénière.

Projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression

11. En ce qui concerne le *projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'impact des technologies numériques sur la liberté d'expression*, la MSI-DIG s'est félicitée du retour d'information des rapporteurs Alexandra Borchardt et Cristian Vaccari suite à la réunion de coordination avec la [MSI-REF](#), qui a démontré une très bonne harmonisation des approches des deux comités d'experts. Le Comité d'experts a pris note que l'utilisation de la terminologie et des définitions par la MSI-DIG et la [MSI-REF](#) devra encore être harmonisée, et que des solutions de fond pour distinguer clairement les attributions seront nécessaires.
12. La MSI-DIG a également pris note de l'information du Secrétariat sur les critères du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe concernant le format des instruments normatifs, ce qui nécessitera de raccourcir le préambule du projet de recommandation.
13. Le Comité d'experts a discuté le projet de recommandation point par point en se concentrant particulièrement sur les éléments qui doivent encore être inclus ou élaborés. Entre autres, la MSI-DIG a discuté des meilleurs moyens de définir l'éventail des acteurs commerciaux couverts par le texte ; d'intégrer dûment la perspective multipartite - compte tenu des nombreux commentaires soulignant les aspects problématiques de la gouvernance de l'Internet reçus précédemment ; d'offrir le plus haut niveau possible de protection des droits de l'homme, tout en veillant à ce que les recommandations respectives soient à l'épreuve du temps.
14. En ce qui concerne le calendrier et le suivi, la date limite du 25 mars 2021 a été fixée pour les commentaires écrits sur le projet de recommandation, après quoi les rapporteurs réviseront le texte, qui sera ensuite envoyé au Comité d'experts pour commentaires et présenté au CDMSI pour discussion lors de la prochaine réunion plénière. Le nouveau projet révisé sera publié sur la page web de la MSI-DIG pour permettre une consultation ouverte.

Autres affaires

15. La troisième réunion MSI-DIG aura lieu en septembre 2021, dans la deuxième quinzaine du mois. Les dates concrètes de la réunion seront définies sur la base d'une enquête, qui sera envoyée par le Secrétariat.
16. Conformément à la pratique établie, le Secrétariat préparera un projet de rapport de réunion qui sera envoyé au Président et au Vice-Président pour examen. Ensuite, le Secrétariat enverra le projet de rapport à la MSI-DIG, en lui permettant de formuler des commentaires dans un délai de cinq jours ouvrables complets. En l'absence de commentaires, le rapport sera considéré comme finalisé et sera transmis au CDMSI pour information.

Annexe 1

ORDRE DU JOUR

17 mars 2021

09h30 – 10h30

1. Ouverture de la réunion par Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la Société de l'Information - lutte contre la criminalité, Direction générale Droits de l'Homme et État de Droit
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Informations du Secrétariat - Informations sur les travaux normatifs et de références pertinents aux travaux des autres Comités d'experts subordonnés au Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

10h30 – 12h00

4. Discussion du projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques vers des cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de la modération de contenu, en vue d'une éventuelle finalisation du document

13h30 – 16h00

5. Poursuite du point 4

18 mars 2021

09h30 – 12h00

6. Discussion du projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression

13h30 – 15h30

7. Poursuite du point 6

15h30 – 16h00

8. Autres questions
9. Date et lieu de la prochaine réunion

Appendix 2 / Annexe 2

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DE PARTICIPANTS

COMMITTEE MEMBERS / MEMBRES DU COMITÉ

REUTERS INSTITUTE FOR THE STUDY OF JOURNALISM / INSTITUT REUTERS POUR L'ETUDE DU JOURNALISME	Ms/Mme Alexandra BORCHARDT Head of Digital Journalism Fellowship, Hamburg Media School; Senior Research Associate, Reuters Institute for the Study of Journalism <i>Responsable de la bourse de journalisme numérique, École des médias de Hambourg ; Associée de recherche principale, Institut Reuters pour l'étude du journalisme</i>
UNIVERSITY OF AMSTERDAM / UNIVERSITÉ D'AMSTERDAM	Ms/Mme Natali HELBERGER Professor of Law and Digital Technology, with a special focus on AI, University of Amsterdam, The Netherlands <i>Professeure de droit et de technologie numérique, avec un accent particulier sur l'IA, Université d'Amsterdam, Pays-Bas</i>
ACCESS NOW / ACCESS NOW	Ms/Mme Fanny HIDVÉGI Europe Policy Manager <i>Responsable de la politique européenne</i>
FEDERAL CHANCELLERY / CHANCELLERIE FEDERALE	Mr/M Michael R. KOGLER Legal advisor, Deputy Head of Department for Media (Law), Political Parties (Law), Federal Chancellery, Austria - apologised <i>Conseiller juridique, Chef adjoint, Département des médias (Droit), des partis politiques (Droit), Chancellerie fédérale, Autriche – excusé</i>
UNIVERSITY OF BELGRADE / UNIVERSITE DE BELGRADE	Mr/M Đorđe KRIVOKAPIĆ Assistant Professor, Business Systems Organisation Department, Faculty of Organisational Sciences <i>Professeur assistant, Département d'organisation des systèmes d'entreprise, Faculté des sciences organisationnelles</i>
KU LEUVEN CENTRE FOR INFORMATION TECHNOLOGY & INTELLECTUAL PROPERTY LAW / CENTRE DE DROIT DE L'INFORMATIQUE ET DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE DE LA KU LEUVEN	Ms/Mme Aleksandra KUCZERAWY Post-doctoral Researcher, Lecturer in Media Law <i>Chercheuse postdoctorale, Conférencière en curriculum de droit des médias</i>
	Mr/M Joe McNAMEE Independent Consultant, Ireland <i>Consultant indépendant, Irlande</i>
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS / MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	Mr/M Viktors MAKAROVŠ Special Envoy on Information Security Issues, Ministry of Foreign Affairs, Latvia <i>Envoyé spécial pour les questions de sécurité de l'information, Ministère des affaires étrangères, Lettonie</i>
KING'S COLLEGE LONDON / KING'S	Mr/M Martin MOORE Senior Lecturer in Political Communication Education &

COLLEGE DE LONDRES	Director of the Centre for the Study of Media, Communication and Power <i>Maître de conférences en éducation à la communication politique et Directeur du Centre pour l'étude des médias, de la communication et du pouvoir</i>
DEPARTMENT FOR DIGITAL, CULTURE, MEDIA AND SPORT (DCMS) / <i>DEPARTEMENT POUR LE NUMERIQUE, LA CULTURE, LES MEDIAS ET LE SPORT (NCMS)</i>	Ms/Mme Katie MORRIS Head of Online Harms Regulatory Policy, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS), United Kingdom <i>Responsable de la politique de réglementation des préjudices en ligne, Département pour le numérique, la culture, les médias et le sport (NCMS), Royaume-Uni</i>
UNIVERSITY OF TARTU / UNIVERSITE DE TARTU	Ms/Mme Karmen TURK Lawyer and partner at a pan-Baltic law firm TRINITI, Estonia; lecturer in IT-Law program, University of Tartu, Estonia <i>Avocate et associée d'un cabinet juridique pan-balte TRINITI, Estonie ; Conférencière en curriculum de droit informatique, Université de Tartu, Estonie</i>
LOUGHBOROUGH UNIVERSITY / UNIVERSITÉ DE LOUGHBOROUGH	Mr/M Cristian VACCARI Professor of Political Communication and Co-Director of the Centre for Research in Communication and Culture at Loughborough University <i>Professeur de communication politique et co-directeur du Centre de recherche en communication et culture de l'université de Loughborough</i>
SWISS FEDERAL OFFICE OF COMMUNICATIONS / OFFICE FEDERAL SUISSE DE LA COMMUNICATION	Ms/Mme Livia WALPEN Senior Policy Advisor for International Relations <i>Conseillère politique principale pour les relations internationales</i>

COUNCIL OF EUROPE MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

DENMARK/ DANEMARK	Ms/Mme Laura HVASS JØRGENSEN Danish Ministry of Justice <i>Ministère de la justice du Danemark</i>
GEORGIA/ GEORGIE	Mr/M Levan MAISURADZE Chief Specialist of Legal Department, Georgian National Communications Commission <i>Spécialiste en chef du département juridique, Commission nationale géorgienne des communications</i>
GEORGIA/ GEORGIE	Ms/Mme Nino GRDZELISHVILI Head of International Relations and Project Management Office, Georgian National Communications Commission <i>Chef du Bureau des relations internationales et de la gestion de projet, Commission nationale géorgienne des communications</i>
ROMANIA / ROUMANIE	Ms/Mme Alexandra ENESCU University lecturer PhD, associate professor at the University of Bucharest. Bureau Chief - Public Relations Department <i>Professeur de doctorat à l'Université de Bucarest. Chef du Bureau - Département des relations publiques</i>

ROMANIA / ROUMANIE	Ms/Mme Raluca DOCA Expert within the Directorate of Public Policies and Priorities <i>Experte au sein de la Direction des politiques publiques et des priorités</i>
RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE	Mr/M Alexey PEREVOSHCHIKOV Deputy Director, Directorate of International Relations of the All-Russian State Television and Radio Broadcasting Company <i>Directeur adjoint de la Direction des relations internationales de la Société nationale de télévision et de radiodiffusion de Russie</i>
RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE	Mr/M Alexey SAZHINOV Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe <i>Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe</i>
TURKEY / TURQUIE	Mr/M Mehmet Zübeyr ŞENGÜL Expert, Official from Radio and Television Supreme Council, Ankara <i>Expert, Fonctionnaire du Conseil supérieur de la radio et de la télévision, Ankara</i>
TURKEY / TURQUIE	Mr/M Yakup YILDIRIM Counsellor (Rapporteur Judge), Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe <i>Conseiller (Juge rapporteur), Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe</i>
TURKEY / TURQUIE	Mr/M Taha YÜCEL Member of Radio and Television Supreme Council, Ankara <i>Membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Ankara</i>
TURKEY / TURQUIE	Mr/M Ege IRAK Assistant Expert <i>Expert adjoint</i>

NON-MEMBER STATES HAVING OBSERVER STATUS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /

ETATS NON-MEMBRES AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

N/a

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

ACCESS NOW / ACCESS NOW	Ms/Mme Eliska PIRKOVA Europe Policy Analyst <i>Analyste des politiques européennes</i>
UNESCO / UNESCO	Mr/M Guilherme CANELA Chief of Freedom of Expression Section <i>Chef de la Section de la liberté d'expression</i>
UNESCO / UNESCO	Ms/Mme Xianhong HU Program Specialist, Sector of Digital Transformation <i>Spécialiste de programme, secteur de la transformation numérique</i>
UNESCO / UNESCO	Mr/M Rachel POLLACK Associate Programme Specialist, Freedom of Expression and Safety of Journalists Section <i>Spécialiste associée du programme, Section de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes</i>

<p>EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU) / UNION EUROPÉENNE DE RADIO-TÉLÉVISION (UER)</p>	<p>Ms/Mme Nicola FRANK Head of Institutional and International Relations <i>Responsable des relations institutionnelles</i></p>
<p>ORGANISATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE (OSCE) / ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)</p>	<p>Ms/Mme Julia HAAS Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media <i>Chargée de projet adjoint, Bureau du Représentant pour la liberté des médias</i></p>
<p>ORGANISATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE (OSCE) / ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)</p>	<p>Ms/Mme Deniz WAGNER Advisor, Office of the Representative on Freedom of the Media <i>Conseillère, Bureau du Représentant pour la liberté des médias</i></p>
<p>EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE</p>	<p>Ms/Mme Diana VLAD-CÂLCIC Policy Officer, Directorate-General for Communication Networks, Content and Technology, e-commerce & Platforms <i>Responsable des politiques, Direction générale des réseaux de communication, du contenu et de la technologie, du commerce électronique et des plates-formes</i></p>
<p>EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE</p>	<p>Ms/Mme Louisa KLINGVALL Policy Officer, Directorate General Justice and Consumers Unit C.2. Fundamental Rights Policy Unit <i>Responsable des politiques, Direction générale de la justice et des consommateurs Unité C.2. Unité de politique des droits fondamentaux</i></p>
<p>EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE</p>	<p>Mr/M Ruairi HARRISON BlueBook trainee, Digital Services and Platforms Unit, Directorate-General for Communications Networks, Content and Technology <i>Stagiaire BlueBook, unité des services et plates-formes numériques, Direction Générale des réseaux de communication, du contenu et de la technologie</i></p>
<p>EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE</p>	<p>Mr/M David REICHEL Project Manager, Fundamental Rights Agency, Social Research, Research and Data Unit <i>Chef de projet, Agence des droits fondamentaux, Unité de recherche sociale, de recherche et de données</i></p>
<p>EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE</p>	<p>Ms/Mme Elise LASSUS Research Officer, Fundamental Rights Agency, Freedoms and Justice Department <i>Chargée de recherche, Agence des droits fondamentaux, Département des libertés et de la justice</i></p>

MICROSOFT / MICROSOFT	Ms/Mme Evdoxia NERANTZI Policy Manager, European Government Affairs, CELA, Corporate, External and Legal Affairs <i>Policy Manager, Affaires gouvernementales européennes, CELA, Affaires générales, externes et juridiques</i>
ICON / ICON	Ms/Mme Lennig PEDRON ICON, Co-founder & President, Switzerland <i>ICON, co-fondateur et président, Suisse</i>
ARTICLE 19/ ARTICLE 19	Ms/Mme Maria Luisa STASI Senior Legal Officer, Article 19, Defending freedom of expression and information, United Kingdom <i>Conseillère juridique principale, Article 19, Défendre la liberté d'expression et d'information, Royaume-Uni</i>
FACEBOOK / FACEBOOK	Ms/Mme Kathleen STEWART Public Policy Manager, Content Regulation Department Content Regulation and Algorithmic policy <i>Gestionnaire des politiques publiques, département de réglementation du contenu, réglementation du contenu et politique algorithmique</i>
RANKING DIGITAL RIGHTS / RANKING DIGITAL RIGHTS	Ms/Mme Amy BROUILLETTE Research Director <i>Directrice de recherche</i>

SECRETARIAT / SECRETARIAT

DIRECTORATE GENERAL HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GENERALE DROITS DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT	Mr/M Jan KLEIJSEN Director, Information Society – Action against Crime Directorate, Directorate General Human Rights and Rule of Law <i>Directeur, Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Mr/M Patrick PENNINGKX Head of Information Society Department <i>Chef du Service de la société de l'information</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Artemiza-Tatiana CHISCA Head of Media and Internet Division, Secretary to the Steering committee on media and information society (CDMSI) <i>Chef de la Division médias et internet, Secrétaire du Comité directeur sur les médias et la société d'information (CDMSI)</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Urška UMEK Head of Unit. Media and Internet Division <i>Chef d'unité. Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA	Ms/Mme Elena DONONOVA Administrator and Secretary to the Committee of Experts on Freedom of Expression and Digital Technologies (MSI-DIG), Media and Internet Division

<i>SOCIETE DE L'INFORMATION</i>	<i>Administratrice et Secrétaire du Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG), Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Mr/M Yannick MENECEUR Head of Digital Development Unit <i>Chef d'Unité de Développement numérique</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Rodica CIOCHINA Media and Internet Governance Unit <i>Unité des médias et gouvernance de l'Internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Daria CHEREPANOVA Assistant, Division for Co-operation on Freedom of Expression <i>Assistante, Division de la coopération sur la liberté d'expression</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Julie-Sarah PAUGET Trainee, Data Protection Unit <i>Stagiaire, Unité de protection des données</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION	Ms/Mme Emma GRUDEN Trainee, Media and Internet Governance Unit <i>Stagiaire, Unité des médias et gouvernance de l'Internet</i>

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Isabelle MARCHINI

Didier JUNGLING

KUDO TECHNICIAN / OPERATRICE KUDO

Claire DUNCOMBE